

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES-VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 juin 2024
à 20 heures

NOMBRE

Conseillers en exercice : 15

Présents : 11

Votants : 15

L'an deux mille vingt quatre, le vingt-quatre juin, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX
Marlène, Maire

Etaient présents : Mmes Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL et Michèle PETITJEAN, Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Sébastien BOYER, Ludovic BOFFIN, et José PETTA

Etaient excusés : Mmes Nathalie PAUCET, Mickaëlle HOUEIX et Catherine PELLENZ et Mr Frédéric RICHARD-MAUPILLIER

Procurations : Mme Nathalie PAUCET à Mr Sébastien BOYER, Mme Mickaëlle HOUEIX à Mme Elodie DORGET, Mme Catherine PELLENZ à Mr Alain PARMENTELAT et Mr Frédéric RICHARD-MAUPILLIER à Mme Marlène CURINA-PRILLIEUX

Date de convocation : 15 juin 2024

Date d'affichage et de transmission à la

Préfecture le : 25 juin 2024

OBJET N°09 – INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE : FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLEES
Demande de retrait du SIVU RPI du VAL

Un scrutin a eu lieu, Michèle PETITJEAN a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Madame le Maire expose que :

Vu les statuts du SIVU RPI du VAL regroupant les communes d'ATTON, BEZAUMONT, LANDREMONT, LOISY, SAINTE GENEVIEVE, VILLE AU VAL,

Vu les dispositions des articles L5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, en particulier les dispositions de l'article L5212-7-1 qui prévoit :

« Le nombre des sièges du comité du syndicat, ou leur répartition entre les communes membres, peuvent être modifiés à la demande :

1° Soit du comité du syndicat ;

2° Soit du conseil municipal d'une commune membre, à l'occasion d'une modification du périmètre ou des compétences du syndicat ou dans le but d'établir une plus juste adéquation entre la représentation des communes au sein du comité et l'importance de leur population.

Considérant que la commune d'ATTON adhère au RPI depuis sa création,

Considérant que les statuts du RPI prévoient, s'agissant de son administration, que « *Le SIVU est administré par un organe délibérant dénommé « Comité syndical », composé de délégués des collectivités membres, selon la répartition suivante :*

- Chaque commune sera représentée par 2 titulaires et 2 suppléants au moment de l'adhésion. »

Considérant que cette situation n'est absolument pas représentative de la population respective des communes membres du RPI,

Considérant en particulier que la Commune d'ATTON est la plus peuplée parmi les membres du RPI et que la moitié des élèves est issue de celle-ci,

Considérant que la Commune d'ATTON supporte à elle seule la moitié du budget total du RPI,

Considérant que la Commune d'ATTON ne compte néanmoins que deux délégués au sein du RPI au même titre que toutes les autres commune membres, y compris celles qui n'ont pas d'école sur leur ban et qui ne compte que peu d'élèves,

Considérant que ces disparités ont un impact significatif sur le service public d'accueil des enfants scolarisés dans la commune,

Considérant en effet qu'en l'espace de deux années, deux présidents du RPI ont démissionné de leurs fonctions ainsi que trois délégués,

Considérant qu'à raison de cette situation, la commune d'ATTON a, par délibération en date du 24 février 2023, sollicité la modification des statuts dans les termes suivants :

« - Sollicite la modification des statuts du SIVU RPI du VAL, précisément de l'article 5 « administration », et d'adopter une représentation proportionnelle des communes membres du syndicat ; la répartition est la suivante :

- Commune d'ATTON : 5 délégués,*
 - Commune de LOISY : 3 délégués,*
 - Commune de BEZAUMONT : 1 délégué,*
 - Commune de VILLE AU VAL : 1 délégué,*
 - Commune de LANDREMONT : 1 délégué,*
 - Commune de SAINTE GENEVIEVE : 1 délégué.*
- Donne pouvoir à Madame le Maire de transmettre au président du SIVU RPI du VAL la présente délibération aux fins que le comité syndical se prononce sur le retrait sollicité et que la demande la Commune d'ATTON soit transmise à l'ensemble des communes membres du syndicat afin qu'elle délibère sur cette modification des statuts, »*

Considérant qu'à raison de cette situation, la commune d'ATTON a, par délibération en date du 19 mars 2024, sollicité la modification des statuts dans les termes suivants :

« - Sollicite la modification des statuts du SIVU RPI du VAL, précisément de l'article 5 « administration », et d'adopter une représentation proportionnelle des communes membres du syndicat ; la répartition est la suivante :

- Commune d'ATTON : 3 délégués,*
 - Commune de LOISY : 3 délégués,*
 - Commune de BEZAUMONT : 3 délégués,*
 - Commune de VILLE AU VAL : 1 délégué,*
 - Commune de LANDREMONT : 1 délégué,*
 - Commune de SAINTE GENEVIEVE : 1 délégué.*
- Donne pouvoir à Madame le Maire de transmettre au président du SIVU RPI du VAL la présente délibération aux fins que le comité syndical se prononce sur le retrait sollicité et que la demande la Commune d'ATTON soit transmise à l'ensemble des communes membres du syndicat afin qu'elle délibère sur cette modification des statuts, »*

Considérant que ces demandes de modification ont été refusées,

Considérant les dispositions de l'article L5212-30 du code général des collectivités territoriales qui prévoient que :

« Lorsqu'une commune estime que les dispositions statutaires relatives à la représentation des communes au comité du syndicat, ou aux compétences exercées par le syndicat, ou à la contribution des communes aux dépenses du syndicat, sont de nature à compromettre de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet syndical, elle peut demander la modification des dispositions statutaires en cause dans les conditions prévues dans chaque cas par le présent code.

Lorsqu'une modification des dispositions statutaires relatives à la représentation des communes au comité du syndicat, ou aux compétences exercées par le syndicat, ou à la contribution des communes aux dépenses du syndicat, est de nature à compromettre de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet syndical, la commune peut, dans un délai de six mois à compter de la modification, demander son retrait du syndicat dans les conditions prévues dans chaque cas par le présent code.

A défaut de décision favorable dans un délai de six mois, la commune peut demander au représentant de l'Etat dans le département après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale réunie dans la formation prévue au second alinéa de l'article L. 5211-45 d'autoriser son retrait du syndicat. L'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.

Les biens meubles et immeubles mis à la disposition du syndicat par la commune sont restitués à celle-ci ainsi que les droits et obligations qui s'y rattachent. Le solde de l'encours de la dette afférente à ces biens, éventuellement transféré à l'établissement public de coopération intercommunale, par la commune et non remboursé à la date du retrait, est simultanément repris à sa charge par la commune.

Pour les biens acquis ou réalisés par le syndicat postérieurement à l'adhésion de la commune et les emprunts destinés à les financer, à défaut d'accord entre les communes, le ou les représentants de l'Etat dans le ou les départements fixent les conditions du retrait, après avis du comité du syndicat et du conseil municipal de la commune intéressée. Le retrait peut être subordonné à la prise en charge par la commune d'une quote-part des annuités de dette afférentes aux emprunts contractés par le syndicat pendant la période où la commune en était membre.

Lorsque ces emprunts font l'objet d'une mesure de nature à en diminuer la charge, l'annuité due par la commune admise à se retirer est réduite à due concurrence.

Le retrait du syndicat vaut réduction du périmètre des syndicats mixtes dont le syndicat est membre dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 5211-19.

Les dispositions du présent article ne sont applicables qu'aux communes adhérant depuis six ans au moins au syndicat concerné. »

Considérant que les dispositions statutaires du RPI du Val relatives à la représentation des communes au comité du syndicat compromettent de manière essentielle son intérêt à participer à l'objet syndical,

Considérant le refus des communes membres du syndicat de modifier les règles relatives à la représentation des communes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des voix,

DECIDE :

1^{er} : De solliciter du représentant de l'Etat, Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle, le retrait de la commune d'ATTON du syndicat RPI du Val

2nd : De donner pouvoir à Madame le Maire, de transmettre à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle la présente délibération

Le Maire,
Marlène CURINA-PRILLIEUX

